

ÉCRIRE POUR AGIR...

MODE D'EMPLOI DE CET APPEL URGENT

Utilisez votre voix pour soutenir les 20 000 personnes menacées par le projet de la Kenya Jatropha Energy Limited. En participant à cet Appel Urgent, vous les aiderez à se faire entendre du gouvernement et à faire respecter leurs droits.



→ Envoyez votre message de protestation à :

MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES MINÉRALES

Vous pouvez envoyer la carte postale telle quelle, l'insérer dans une enveloppe ou la recopier en personnalisant votre courrier (affranchissement : 0,85 euro).



→ Envoyez votre message de soutien à :

ACTIONAID KENYA

Vous pouvez également envoyer la carte telle quelle ou la personnaliser. Envoyer ce message à notre partenaire est très important pour lui témoigner votre soutien et lui permettre de mesurer l'ampleur de la mobilisation (affranchissement : 0,85 euro).



→ Diffusez cet Appel Urgent autour de vous :

Nos meilleur/e/s ambassadrices et ambassadeurs sont les signataires des Appels Urgents. En diffusant cet Appel à vos amis/es, votre famille, sur votre lieu de travail ou en toute autre occasion, vous renforcerez l'ampleur de cette mobilisation. N'hésitez pas à commander d'autres Appels Urgents disponibles sur simple demande.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vous pouvez participer à nos événements et aux actions que nous organisons dans certaines villes, rejoindre un de nos groupes locaux ou adhérer individuellement à la fédération. Plus d'informations sur notre site Internet (rubriques Agenda, Groupes locaux), par courrier, e-mail et téléphone.

Vous pouvez faire la différence!

Bulletin à détacher et à retourner à :

Peuples Solidaires 10 quai de Richemont - 35000 Rennes

Je diffuse cet Appel Urgent autour de moi

Je commande exemplaires de cet Appel Urgent ainsi que plaquettes et marque-pages de présentation des Appels.

Je souhaite participer à d'autres Appels Urgents

Merci de préciser vos modalités d'engagement :

5 Appels Urgents par an 10 Appels Urgents par an
 par courrier par e-mail par courrier **et** e-mail

Je fais un don

Ci-joint un chèque (à l'ordre de Peuples Solidaires) de :

20 € 50 € 75 €

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

E-mail

Vos dons à Peuples Solidaires ouvrent droit à une réduction d'impôts de 66 % de leur montant (dans la limite de 20 % du revenu imposable).

PEUPLES
Solidaires
en association avec **act:ionaid**

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

Peuples Solidaires

10 quai de Richemont - 35000 Rennes

Tél. : 02 99 30 60 53

ecrire@peuples-solidaires.org

www.peuples-solidaires.org

Nous combattons la pauvreté et les injustices en faisant résonner les voix de celles et ceux qui défendent leurs droits.

Peuples Solidaires, qui sommes-nous ?

Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale. Nos membres et groupes locaux soutiennent les femmes et les hommes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires informe le public, mobilise les citoyens, alerte les médias, fait pression sur les décideurs et appuie les organisations de la société civile au Sud. Depuis 2009, Peuples Solidaires est associé au réseau international ActionAid, présent dans 50 pays.

Nos priorités :

- la souveraineté alimentaire : un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde
→ Peuples Solidaires agit pour le droit à l'alimentation, l'accès à la terre, le soutien à l'agriculture familiale
- la dignité au travail : la moitié des travailleurs/euses vivent en dessous du seuil de pauvreté
→ Peuples Solidaires agit pour la dignité au travail, un salaire minimum vital, la liberté syndicale.



PEUPLES
Solidaires
en association avec **act:ionaid**

AGIR POUR LES DROITS. VAINCRE LA PAUVRETÉ

Appel Urgent

KENYA : CARBURANT CONTRE PAYSANS

Appel Urgent n° 339 (du 14 juin au 15 septembre 2010)

En janvier 2010, les populations de la région de Malindi sont alertées par des fumées inhabituelles émanant de la forêt de Dakatcha. Elles comprennent que des bulldozers ont commencé à raser les arbres : une entreprise étrangère vient d'obtenir l'accord des autorités pour exploiter 50 000 hectares de terres afin de produire du jatropha, une plante dont l'huile sera utilisée comme carburant. Vingt mille personnes pourraient être déplacées et l'équilibre écologique de la région est menacé. Ce projet est emblématique d'un phénomène global : l'accaparement des



terres pour la production d'agrocultures, dont l'impact sur la faim dans le monde et le climat risque d'être catastrophique. Il est donc essentiel de soutenir les organisations kenyanes qui se mobilisent actuellement face à cette situation.

PEUPLES
Solidaires
en association avec **act:ionaid**

Affranchir
à 0,85 €

PEUPLES
Solidaires
en association avec **act:ionaid**

Affranchir
à 0,85 €

ACTIONAID KENYA

PO Box 86111

Mombasa

KENYA

HON. JOHN MICHUKI

The Minister for Environment
and Mineral Resources

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND
MINERAL RESOURCES

NHIF BUILDING, Ragati Road

P.O BOX, 30126 Nairobi

KENYA

LES FAITS

Au Kenya, comme ailleurs en Afrique, le gouvernement est aujourd'hui partagé entre deux politiques contradictoires : d'un côté, il renforce les droits des communautés à cultiver leurs terres ; de l'autre, il cède aux appétits d'entreprises et États qui veulent exploiter ces mêmes parcelles.



Défilé pour la journée mondiale de l'alimentation 2009 au Kenya
© Riccardo Gangale/ActionAid.

Ainsi, dans la région côtière de Malindi, le gouvernement vient de confier 50 000 hectares de terres à une entreprise privée qui projette de raser une forêt de 30 000 hectares et d'exploiter les terres des communautés locales. D'après ActionAid Kenya, 20 000 personnes seraient affectées et éventuellement déplacées. Parmi elles, de nombreux paysans dont les productions vivrières nourrissent la population et une

communauté indigène, les Wa Sanya, qui vit de la chasse et de la cueillette.

Des terres louées pour trente trois ans

Le projet a été élaboré sans que l'ensemble des consultations prévues par la constitution kenyane n'ait été mené¹. D'après le document récemment publié par les autorités - sous la pression de la société civile - les terres seront louées durant 33 ans au prix de 2 euros par hectare à la Kenya Jatropha Energy Limited. Cette entreprise appartient à Nuove Iniziative Industriali SRL, société italienne spécialisée dans la production d'énergie électrique à partir de ressources renouvelables, et notamment d'huile de palme qu'elle importe d'Afrique et d'Asie. Dans la région de Malindi, elle doit produire du jatropha, « plante-miracle » supposée avoir des rendements élevés en huile, laquelle sera convertie en agrocarburant. Selon le document rendu public, 30 % de l'huile produite au Kenya sera exportée en Italie et 70 % servira à la consommation énergétique nationale (le jatropha n'est

Traduction de la carte de protestation (ci-dessous) :

Monsieur le Ministre,
J'ai été informé/e par ActionAid Kenya et Peuples Solidaires France du projet de location de 50 000 hectares de terres dans la région de Malindi par l'entreprise Kenya Jatropha Energy Limited. Les communautés présentes sur ces terres n'ont pas été suffisamment consultées comme le prévoit pourtant la Constitution kenyane.
Je vous demande de faire en sorte que :
- le projet de location soit annulé ;
- des recherches approfondies soient menées sur le système de monoculture industrielle, qui a des impacts négatifs sur les communautés locales ;
- un moratoire de 5 ans soit adopté sur toute nouvelle production d'agrocarburants à grande échelle ;
- le gouvernement mette en place un code d'investissements qui donne un rôle plus actif aux petits exploitants dans la conception et la mise en œuvre des politiques, impose la réalisation d'études d'impacts social et environnemental en amont de tout projet lié à la production d'agrocarburants à grande échelle et contraigne les entreprises qui investissent dans ces projets à les rendre publics.

pas comestible). Toutefois, le projet ne précise ni la manière dont sera transformée cette huile au Kenya (il faut pourtant des infrastructures pour en faire un carburant utilisable), ni les prix auxquels l'entreprise vendra sa production sur le marché kenyan. De plus, cette production ne bénéficiera pas aux paysans kenyans : selon une étude officielle récente², « le jatropha n'est pas viable économiquement pour les agriculteurs paysans, qu'il soit cultivé en monoculture ou en interculture ».

“ ActionAid Kenya :
20 000 personnes seraient affectées et éventuellement déplacées ».

Les agrocarburants sur la sellette

Pour l'entreprise italienne, les profits devraient par contre être au rendez-vous car le marché des agrocarburants est en plein essor. Les États membres de l'Union européenne se sont en effet fixé en 2009 un objectif de 10 % d'énergie renouvelable dans le secteur des transports³. Le problème est que les agrocarburants entrent dans le calcul de ce pourcentage. Les producteurs qui accaparent des terres pour produire de l'huile de palme, de la canne à sucre ou du jatropha sont donc encouragés à investir. L'Europe justifie ce choix car les agrocarburants permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils sont pourtant aujourd'hui très critiqués,

notamment à cause des changements d'affectation des sols qu'ils entraînent dans les pays du Sud : déforestation, retournement de prairies, drainage de tourbières... En comptabilisant les émissions de gaz à effet de serre entraînées par ces opérations, les agrocarburants accélèrent en fait les changements climatiques ! De plus, ils menacent l'accès à la terre et aux ressources naturelles des populations paysannes et indigènes des pays du Sud qui pratiquent une agriculture vivrière de proximité, seule à même de garantir la sécurité alimentaire des populations rurales les plus démunies.

Depuis plusieurs semaines, les communautés locales, soutenues par les organisations de la société civile kenyane, s'opposent au projet et font valoir auprès du gouvernement leur droit à disposer de leurs terres. Fin mai, les premières consultations publiques ont permis de constater les fortes oppositions de ces communautés et des agences gouvernementales de protection des forêts, qui disent ne pas avoir été consultées.

ActionAid Kenya, notre partenaire impliqué dans les négociations avec le gouvernement, fait appel à la solidarité internationale. Pour défendre la souveraineté alimentaire des communautés de la région de Malindi et empêcher la destruction de la forêt de Dakatcha, écrivez au Ministre de l'Environnement et des Ressources minérales.

1. La Constitution contient un chapitre intitulé « Trust land Act » (Loi sur la Fiducie foncière) qui traite notamment de la gestion des terres collectives.
2. « Jatropha Reality Check: A field assessment of the agronomic and economic viability of Jatropha and other oilseed crops in Kenya », World Agroforestry Centre, Kenya Forestry Research Institute, Endelevu Energy, GTZ, Décembre 2009.
3. Journal Officiel de l'Union Européenne, 2009, Directive 2009/28/EC sur la Promotion de l'utilisation d'énergie produite à partir de sources renouvelables, 5 juin 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ils soutiennent cet Appel Urgent :



Agrocarburants : réservoirs pleins, ventres vides

Si tous les objectifs internationaux de production d'agrocarburants sont atteints, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim d'ici 2020. Dans le cadre de la campagne « FaimZERO », Peuples Solidaires et les membres européens d'ActionAid ont donc lancé une action commune de sensibilisation et de mobilisation sur ce sujet.

Nos objectifs :

- informer les citoyens sur les risques liés aux agrocarburants ;
- infléchir la politique de l'Union Européenne et des États membres.

Ce que nous demandons :

- un moratoire sur toute nouvelle expansion de la production et des investissements relatifs aux agrocarburants industriels ;
- que les agrocarburants industriels ne soient pas inclus dans les plans d'action nationaux 2010 visant à développer l'énergie renouvelable dans les transports ;
- la réduction de la consommation énergétique dans les transports ;
- la fin des mécanismes de soutien fiscal aux agrocarburants industriels ;
- le soutien aux agrocarburants durables produits à petite échelle et pour une consommation locale dans l'Union Européenne et ailleurs.

Premières réalisations de la campagne :

- Publication du rapport « Le plein de faim. L'impact du développement des agrocarburants sur la faim dans le monde » (ActionAid / Peuples Solidaires, Avril 2010, 56 pages).
- Tournée nationale de sensibilisation auprès du grand public et des médias par Fatou Mbaye (ActionAid Sénégal), en lien avec les groupes locaux de plusieurs villes.

S'informer / agir :

Vidéo et publications disponibles sur :

→ www.peuples-solidaires.org/agrocarburants-reservoirs-pleins-ventres-vides/

MERCI DE VOTRE SOLIDARITÉ

Déjà signataire ?

Vous pouvez à tout moment :

- commander d'autres exemplaires de cet Appel Urgent
- commander des documents pour faire connaître nos actions
- faire un don en utilisant ce coupon ou sur www.peuples-solidaires.org

Pas encore signataire ?

Inscrivez-vous avec ce bulletin ou sur www.peuples-solidaires.org

En envoyant quelques lettres par an, vous apportez un soutien concret à des populations qui luttent pour leurs droits. Vous choisissez votre niveau d'engagement (5 ou 10 Appels Urgents par an) et votre mode de réception (par e-mail et/ou par courrier postal). 7 fois sur 10, votre mobilisation a un impact et contribue à faire respecter les droits de l'Homme dans les pays du Sud.

Nom, Prénom : Date :

Adresse :

Sir,

I have been informed by ActionAid Kenya and Peuples Solidaires France of a 50000 hectares biofuel plantation project in the Malindi region by Kenya Jatropha Energy Limited. The communities whose trust land is at stake were not adequately consulted on this project, as enshrined in the Constitution and laws of the Republic of Kenya.

I recognise the government's commitment in increasing forest cover, but note that this project contravenes this goal while also threatening local residents' food security. I therefore urge you to ensure that :

- the lease is revoked,
- a five-year moratorium is adopted on the further development of large-scale biofuel production in Kenya,
- further research be conducted on the industrial monoculture systems, which have negative impacts on local communities,
- the government sets up a global code of investments that gives small-scale farmers a more active voice in policy formulation and implementation, requires environmental and social impact assessments (ESIA) before permitting large-scale biofuel plantations development, and compels companies that invest in biofuel production to make full public disclosure of their plans.

Sincerely yours,

Signature :

Nom, Prénom : Date :

Adresse :

Dear friends of ActionAid Kenya,

I have been informed by Peuples Solidaires of the 50,000 hectares biofuel plantation project in the Malindi region by Kenya Jatropha Energy Limited and of its negative impact on local communities.

I am extremely concerned by the issues you raised and sent a message to John Michuki, Minister for Environment and Mineral Resources, to support your demands.

I wish you to be successful in your mobilisation.

In solidarity,

Chers amis d'ActionAid Kenya,

J'ai été informé par Peuples Solidaires du projet de plantation d'agrocarburants sur 50 000 hectares dans la région de Malindi mené par l'entreprise Kenya Jatropha Energy Limited.

Je suis extrêmement préoccupé par les problèmes que vous avez soulevés et ai envoyé un message à John Michuki, Ministre de l'Environnement et des Ressources minérales, pour soutenir vos demandes.

Je vous souhaite du succès dans votre mobilisation.

Solidairement,

Signature :